



Procès-verbal de la réunion du Jeudi 20 décembre 2018.

L'an deux mille dix-huit, le jeudi 20 décembre, les membres du Conseil Communautaire légalement convoqués se sont réunis à la salle des fêtes de Mont-Rôty, à dix-neuf heures, conformément à la convocation du 10 décembre et sous la Présidence de Monsieur Eric Picard.

Nombre de membre en exercice : 81. Délégués présents : 54 Pouvoirs : 11.

Secrétaire de séance : Dominique Rimbert.

Etaient présents : Ms et Mmes : Bréquigny I. Deschamps F. Fournier L. Rimbert D. Quesney Y. Cosquer J.L. Nottias B. Buquet D. Duclos E. Beuvin M. Obé A.M. Lesueur G. Devillerval M.F. Canu J.N. Patris P. Mainemarre N. Lejeune M. Godebout F. Lesueur C. Turban P. Guesdon D. Hagnéré C. Rouzé D. Picard E. Larchevêque F. Delafontaine B. Pain J.L. Legendre F. Blondé J. Baguet V. Knoops F. Cailleux M. Godin J. Duval A. Coaillet M. Delwarde J.C. Dion O. Defromerie M. Legay P. Cumont C. Devin R. Grisel J. Bourguignon F. Sagot J. Coutard G. Lefebvre C. Ducrocq C. Elie C. Dupard R. Dion P. Ovar B. Duflos J.Y. Dumouchel J.C. Hermand T.

Absents excusés :

- Roger Décarnelle
- Emmanuel Broux
- J. Manuel Buquet
- M. Bernadette Thillard

Absences et pouvoirs :

- M. Denjean excusé, pouvoir à F. Legendre
- J. Decoudre excusé, pouvoir à C. Lesueur
- M. Bonino excusée, pouvoir à F. Godebout
- F.M. Noël excusé, pouvoir à C. Ducrocq
- I. Méry excusée, pouvoir à B. Delafontaine
- B. Chardel excusé, pouvoir à F. Knoops
- J. Buquet excusé, pouvoir à J.Y. Duflos
- E. Malet excusé, pouvoir à P. Legay
- I. Duval excusée, pouvoir à P. Dion
- D. Degry excusé, pouvoir à M.F. Devillerval
- C. Garcia excusé, pouvoir à J.C. Delwarde.

M. Eric Picard, président, s'assure que le quorum est atteint et débute la séance. Il remercie Mme le Maire de Mont-Rôty de son accueil dans la salle des fêtes.

M. Picard tient à excuser Emmanuel Broux qui a subi un grave accident de santé et qui est toujours hospitalisé et devrait rejoindre un centre de rééducation dans les jours prochains.

M. le président demande aux élus de bien vouloir observer une minute de silence pour les victimes des attentats de Strasbourg.

Le compte rendu de la dernière réunion est adopté à l'unanimité.

Actualisation du tarif de l'accès aux déchetteries communautaires pour les professionnels
--

M. picard laisse la parole à M. Devin qui propose aux élus de revoir la tarification de l'accès aux déchetteries pour les professionnels au 1^{er} janvier 2019.

La commission déchets qui s'est réuni le 26 novembre dernier a étudié cette possibilité. Les tarifs n'ont pas été revalorisés depuis 2013. Les membres du bureau ont décidé de ne pas inclure l'amortissement des bennes dans la revalorisation de ces tarifs.

M. Picard précise que le tarif proposé a été analysé le plus précisément possible en se basant sur le prix de la rotation, du traitement. Il précise que le prix de l'amiante a augmenté.

M. Legay pense que le débat doit se tenir sur la répercussion du coût réel ou pas.

M. Quesney demande si les agents du S.I.E.O.M sont formés à la manipulation de l'amiante.

M. Devin répond que les usagers amènent l'amiante déjà emballé et sur rendez-vous. C'est un prestataire qui manipule l'amiante.

M. Fournier demande comment ça se passe lorsqu'une collectivité récupère un dépôt sauvage d'amiante.

M. Picard répond que ce dépôt peut être amené en déchetterie sur rendez-vous et sera facturé à la commune. La collectivité n'étant pas habilitée à transporter de l'amiante, elle devra faire appel à une entreprise spécialisée.

Le conseil communautaire délibère à l'unanimité pour la mise en place de la nouvelle tarification professionnelle au 1^{er} janvier 2019 :

Matériaux	Tarifs 2013 au mètre cube en vigueur	Tarifs au mètre cube voté pour 2019
Déchets verts	4,00 €	5,98 €
Tout-venant	35,00 €	17,67 €
Amiante* (bennes du prestataire)	161,00 €	210,00 €
Bois	6,50 €	6,76 €
Gravats	15,50 €	11,26 €

Travaux d'aménagement du terrain jouxtant la déchetterie de Gournay, pour la mise en place d'un test de broyage des déchets verts.

M. Devin indique que le nombre de rotation de l'enlèvement des déchets verts a augmenté entre 2017 et 2018, passant de 183 rotations annuelles en 2017 à 247 en 2018. De ce fait, le traitement et le transport ont eux aussi augmenté. La dépense 2017 s'élevait à 55 644€ contre 77 250€ pour l'année 2018.

Le prestataire a changé, les transporteurs viennent chercher les déchets verts en camion et les poids lourds sont contrôlés et ne doivent pas rouler avec une surcharge.

Le SIEOM a l'intention de tester le broyage de déchets de branchage.

Trois entreprises ont été contactées et deux entreprises ont répondu pour la mise en place d'un test de broyage.

Le coût actuel d'une rotation de 40 caissons s'élève à 7 896€ H.T. Si la prestation de broyage est effectuée par Ecosys, cela représente un coût de 4 222€ H.T.

Le test sera effectué sur le site de Gournay-en-Bray, dans un premier temps.

Pour la phase de test, il convient de clôturer la parcelle (3780€ H.T) et d'installer une barrière d'accès (4 420€ H.T).

M. Duclos pense qu'au vu du coût de transport, le moment serait peut-être venu de lancer une étude pour la méthanisation.

M. Picard répond que le P.E.T.R est dans la perspective de lancer un certain nombre d'étude dans le cadre du territoire 2030, études qui seraient financées par la Région et porteraient sur la réduction des déchets et l'émergence de nouvelle filière énergétique.

Mme Delafontaine demande combien de temps va durer la période d'essai.

M. Picard répond qu'il y aura un seul essai, dès que les 40 caissons seront prêts. Le SIEOM va stocker et l'entreprise viendra broyer.

M. Turban demande la rentabilité de l'investissement, les 234 000€ de travaux nécessaires à réaliser si la phase de test est concluante peuvent être amortis sur combien d'années.

M. Devin lui répond que le calcul devra être fait, mais que pour le moment, il souhaite déjà essayé la phase test et attendre de savoir si celle-ci est concluante ou pas.

M. Grisel pense que cela coûtera moins cher de continuer à travailler avec une entreprise.

Le conseil communautaire décide à l'unanimité de lancer la phase test du broyage des déchets et d'installer la clôture et la barrière.

Admission en non-valeur sur le budget S.I.E.O.M.

Le trésorier a adressé au S.I.E.O.M des états d'admission en non-valeur qui convient de mandater aux comptes 6542 et 6541 pour un montant de 15 430,66€ sur les 4 derniers exercices.

Ces créances irrécouvrables concernent des factures de redevance incitative qui sont restées impayées malgré la procédure de suivi engagée par la trésorerie pour cause de surendettement, personne décédée...

M. Grisel demande si les maires des communes pourraient être destinataires de la liste des noms.

M. Picard répond que ces renseignements sont confidentiels, mais que pour les procédures de surendettement, les C.C.A.S des communes concernées sont contactés.

Le conseil communautaire délibère à l'unanimité.

Liquidation judiciaire Decamp Dubos

La liquidation de la société Decamp-Dubos a été prononcée par jugement le 6 novembre 2018. Cette société est redevable de 70 048,78€ au S.I.E.O.M. Le trésorier demande à la collectivité de provisionner cette somme au compte 6817, afin qu'elle apparaisse dans les dépenses de la collectivité et pèse sur le résultat de fonctionnement 2018. Une délibération doit être actée dans ce sens pour enregistrer une décision modificative. Une fois cette créance actée, la collectivité pourra se prévaloir sur la liquidation, sachant que la Com-Com n'est pas prioritaire.

M. Duclos demande de quel type de créance il s'agit.

M. Picard répond qu'il s'agit des prestations de rotation d'enlèvement et ensuite l'entreprise remboursait par le prix de vente des matériaux. Cette dette concerne une année environ d'émission de titres.

Le conseil délibère à l'unanimité pour enregistrer une décision modificative pour provisionner la somme au compte 6817.

Attribution de l'indemnité du trésorier pour le budget annexe du S.I.E.O.M.

Il s'agit de délibérer pour le versement de l'indemnité du trésorier pour un montant de 695,71€ (pour l'année 2018), indemnité liée au budget annexe du SIEOM (article 4 de l'arrêté interministériel du 16/10/1983). Indemnité qui est proposée de verser au taux de 100%.

Le conseil communautaire délibère à l'unanimité.

Attribution de l'indemnité du trésorier pour le budget principal

Il s'agit de délibérer pour le versement de l'indemnité du trésorier pour un montant de 669,73€ (pour l'année 2018), indemnité liée au budget principal et au budget du S.S.I.A.D. (article 4 de l'arrêté interministériel du 16/10/1983). Indemnité qui vous est proposé de verser au taux de 100%.

Le conseil communautaire délibère à l'unanimité.

Mise en place du régime indemnitaire de la filière médico-sociale pour les cadres d'emploi des E.J.E. (éducateur de jeunes enfants)

Une délibération doit être prise pour pouvoir mandater la prime de service de la directrice de la crèche de Forges les Eaux qui sera, au 1^{er} janvier prochain, payée par la communauté de communes (conséquence de transfert de compétence petite enfance prise par la C.C.4.R).

Le conseil communautaire délibère à l'unanimité.

Mise en place de l'I.H.T.S de la filière médico-sociale pour les cadres d'emploi des E.J.E.

La délibération prise en 2017 pour payer les heures supplémentaires, ne prévoit pas le grade des E.J.E (éducateur de jeunes enfants). Le conseil doit donc délibérer pour ajouter ce grade à la délibération de l'I.H.T.S (indemnité horaire pour travaux supplémentaires).

Mme Legendre demande combien d'agents travaillent à la crèche de Forges.

M. Picard répond qu'il y a 4 agents (avec la directrice), qui ne sont pas tous à temps complet.

Le conseil communautaire délibère à l'unanimité.

Détermination du taux de promotion d'avancement de grade

Conformément à la loi n°84-53 du 26 janvier 1984, il appartient à chaque assemblée délibérante de fixer le taux d'avancement de grade, à partir du nombre d'agents remplissant les conditions pour être nommés. Le centre de gestion a émis un avis favorable au taux de 100% en comité technique paritaire réuni le 16 novembre dernier.

Le conseil communautaire délibère à l'unanimité.

Mise en place du compte épargne temps pour le personnel communautaire

Chaque collectivité peut délibérer pour mettre en place le compte épargne temps qui permet de capitaliser du temps sur plusieurs années par report d'une année sur l'autre des congés annuels et des récupérations d'heures. Le compte épargne temps est encadré par la réglementation. Il est mis en place pour les agents titulaires et les agents contractuels en CDI ou CDD supérieur à un an.

Le conseil communautaire délibère à l'unanimité.

Avancements de grade 2019 des agents de la collectivité

En 2019, 4 agents peuvent prétendre à un avancement de grade individuellement au vu de l'avancement de leur carrière. Ces avancements ont été acceptés par la commission administrative paritaire du C.D.G qui s'est tenue le 19 novembre dernier (pour la catégorie C) et le 28 novembre (pour la catégorie B). Ces avancements représentent un impact financier de 2416€ au budget 2019 (budget annexe du SIEOM et budget principal) sur le chapitre 012.

Le conseil communautaire délibère à l'unanimité.

Renouvellement du classement de l'office du tourisme des 4 rivières en catégorie 3

Le classement de l'office du tourisme en catégorie 3 arrive à expiration le 31 décembre prochain. Le conseil communautaire doit donc délibérer pour renouveler ce classement de l'office de tourisme des 4 rivières en catégorie 3 pour une durée de 5 ans. Suite au dossier que va transmettre l'office du tourisme en préfecture, une décision de classement interviendra dans un délai de deux mois à compter de la réception du dossier.

Mme Lesueur demande la fréquentation 2018 de l'office de tourisme des quatre rivières.

Mme Dion répond que l'année n'étant pas terminée, les chiffres ne sont pas encore connus et pourront être transmis à un prochain conseil.

M. Turban demande si les délégués Forçons ont le droit de voter pour cette délibération.

M. Picard répond et rappelle que les délégués sont communautaires et, par définition, tous les délégués votent les délibérations de la communauté de communes, quel que soit la commune à laquelle ils « appartiennent ».

Le conseil communautaire délibère à l'unanimité.

Délibérations pour le S.M.B.E (syndicat mixte bassin versant de l'Epte) :
--

La délibération portera sur 3 points :

- Extension du périmètre du nouveau syndicat du S.M.B.E (syndicat mixte du bassin de l'Epte),
- Approbation des statuts du S.M.B.E
- Désignation de 10 délégués de la CC4R pour siéger au S.M.B.E

Chacun des élus a été destinataire des statuts du S.M.B.E qui reprennent la composition des communes, le nombre de délégués, le périmètre etc...

M. Lejeune précise que toutes les compétences du syndicat de l'Epte ne rentrent pas dans la GEMAPI, comme l'entretien de la rivière, qui doit être effectuée par les riverains (qui ne le font pas systématiquement). C'est pour cette raison que le SIEAE de l'Epte a été créé il y a une vingtaine d'années. Le S.M.B.E réfléchit actuellement sur la prise en charge de cette compétence.

M. Picard précise que le périmètre de ce syndicat est très étendu.

M. Turban demande si tous les syndicats de bassin versant fusionnent.

M. Buquet D. répond que le périmètre des syndicats de bassin versant est fixé par la nature, par le périmètre hydrographique.

M. Dion pense que la question de M. Turban porte sur la disparition du syndicat de l'Epte.

M. Picard répond que ces syndicats seront appelés à disparaître.

M. Dion pense que ce n'est pas si simple et que depuis le temps que le travail est engagé, la fusion aurait dû être plus rapide, mais le problème est que tous ces syndicats ont des compétences différentes.

- Le conseil communautaire approuve à l'unanimité le périmètre de ce syndicat.

Concernant les statuts, M. le président précise que ceux-ci ont reçu la validation des deux sous-préfectures (Les Andelys et Dieppe).

- Le conseil communautaire approuve les statuts du S.M.B.E, à la majorité, moins une abstention.

Pour finir, M. Picard propose la candidature de 10 délégués pour siéger au S.M.B.E :

- Michel Lejeune (Forges-les-Eaux)
- Jean-Claude Dumouchel (Serqueux)
- Philippe Dion (Pommereux)
- Blandine Delafontaine (Gournay-en-Bray)
- Marcel Coaillet (Haussez)
- Jean-Noël Canu (Ferrières-en-Bray)
- Dominique Rimbart (Beauvoir-en-Lyons)
- Jean-Marc Ducrozet (Gournay-en-Bray)
- Gérard Lesueur (Ernemont la Villette)
- Marie-Bernadette Thillard (Saumont la Poterie)

M. Picard précise que Mme Thillard n'a pas confirmé sa candidature.

M. Pain demande si ce sont des élus qui s'engagent à être présents aux réunions.

M. Turban pense que le fait de s'abstenir (à l'approbation des statuts) n'est pas cohérent avec le fait d'être candidat au sein de ce syndicat.

M. Duclos se porte candidat.

Après en avoir délibéré, le conseil communautaire, à l'unanimité, décide de désigner les élus suivants pour siéger au sein du S.M.B.E sont :

- Michel Lejeune (Forges-les-Eaux)
- Jean-Claude Dumouchel (Serqueux)
- Philippe Dion (Pommereux)
- Blandine Delafontaine (Gournay-en-Bray)
- Marcel Coaillet (Haussez)
- Jean-Noël Canu (Ferrières-en-Bray)
- Dominique Rimbert (Beauvoir-en-Lyons)
- Jean-Marc Ducrozet (Gournay-en-Bray)
- Gérard Lesueur (Ernemont-la-Villette).
- Emmanuel Duclos (Dampierre-en-Bray)

Délibération pour autoriser le président à signer les conventions de transfert des Z.A.
--

Dans le cadre de la compétence gestion et entretien des zones d'activités transférées à la CC4R, et afin de rationaliser la mise en œuvre de cette compétence initialement dévolue aux communes, il est proposé de signer des conventions avec les communes de Gournay en Bray, Ferrières en Bray, Gaillefontaine et Forges les eaux. Ces communes disposant déjà des équipes et contrats permettant la continuité de gestion et d'entretien des zones transférées, il semble cohérent de leur déléguer les charges mais également la perception des recettes. Les conventions prévoient qu'un bilan contradictoire sera réalisé en fin d'exercice afin de connaître le reste à charge pour l'une ou l'autre des collectivités.

Un exemple de convention a été transmis à chacun des élus, en même temps que la convocation, étant précisé qu'elle est identique pour les autres communes. Les conventions des autres communes sont disponibles sur simple demande auprès de la CC4R.

Mme Lesueur pose la question suivante : si une entreprise de la zone d'activités veut s'agrandir, est-ce qu'elle le pourra toujours ?

M. Picard lui répond que oui, puisque ces conventions concernent les entretiens des zones.

M. Pain pose une question au vice-président en charge des finances : Il souhaite connaître la somme qui sera allouée à l'entretien des zones, 50 000€/zone ou pour les 4 zones et précise que, dans le compte rendu de la commission développement économique, il était précisé 50 000€ pour les 4 zones.

M. Legay répond que c'est une bonne question à laquelle il ne pourra répondre ce soir. Mais il était effectivement prévu une enveloppe de 50 000€/zone. Une erreur matérielle s'est glissée dans le compte rendu de la commission développement économique.

M. Picard ajoute que l'enveloppe des 50 000€ est une enveloppe de « souplesse » qui permet aux collectivités de ne pas avoir à demander à la communauté de communes l'autorisation de réaliser des dépenses à chaque fois qu'elles en auront besoin. Mais toutes les communes ne dépenseront pas 50 000 €, les charges actuelles n'étant pas à cette hauteur.

M. Duclos pense qu'il serait intéressant de réfléchir à la mutualisation de l'entretien des zones, pour en réduire le coût.

Après en avoir délibéré, le conseil communautaire décide à la majorité, moins 4 abstentions, d'autoriser le président à signer ces conventions avec les communes concernées.

M. Lejeune fait remarquer à M. Turban qu'il est peu cohérent de voter différemment sur le même sujet en conseil municipal et en conseil communautaire.

Reconduction de l'espace info énergie 2019

M. Picard laisse la parole à M. Ducrocq qui présente la délibération concernant la reconduction de la permanence espace info énergie pour l'année 2019, moyennant une participation financière de 4723€.

Ces permanences ont lieu sur tout le territoire en présence de M. Cochet, le 1^{er} jeudi de chaque mois à La Feuillie, le 3^{ème} jeudi de chaque mois à Forges et sur rendez-vous à Gournay-en-Bray.

M. Picard pense qu'il est important d'avoir ce conseil de proximité pour les habitants du territoire. Des animations ont été réalisées sur Gournay comme le « vélo café » et ont remporté un grand succès. La manifestation pourra être organisée dans d'autre endroit du territoire.

Le conseil communautaire délibère à l'unanimité pour reconduire cette permanence en 2019.

Revalorisation des tarifs des portages des repas pour 2019

M. Picard laisse la parole à Isabelle Bréquigny qui propose au conseil communautaire de délibérer pour augmenter le tarif du portage de repas de 8,20 € à 8,40 € à compter du 1^{er} janvier 2019, ceci afin de s'aligner sur le tarif du privé qui porte les repas sur le secteur de Gournay.

M. Turban précise qu'il a été vu en commission que le prix du portage du repas sur Forges était plus élevé qu'à Gournay, et que les deux dispositifs ont des fonctionnements différents.

Le conseil délibère à l'unanimité.

Mise en place du P.I.G sur 3 ans

M. Picard laisse la parole à M. Ducrocq qui reprend la note qui a été adressée à chacun des élus présentant le Programme d'Intérêt Général (P.I.G.) qui est un outil d'intervention publique en secteur d'habitat privé destiné, dans le cadre d'un contrat entre une collectivité territoriale et l'Agence Nationale pour l'amélioration de l'habitat, à résoudre des problématiques particulières (techniques, sociales...) d'habitat privé. L'outil PIG permet à la maîtrise d'ouvrage politique d'adapter son action publique à la diversité et aux spécificités des situations locales existantes.

Le P.I.G a pour objectif :

- D'améliorer globalement la qualité et le confort des logements du parc privé
- De proposer une offre nouvelle en logements favorisant le renouvellement de l'existant
- De développer et d'adapter l'offre de logements en cohérence avec les besoins de la population.

Les Dépenses pour la collectivité sont :

- Financement de l'opérateur (animation et suivi-animation / part fixe et part variable)
- Versement de subventions aux particuliers : les membres de la Commission ont proposé un abonde-ment de la collectivité à hauteur de 5 % du montant retenu par l'ANAH.
Les critères d'attributions seront définis lors de l'établissement de la convention en partenariat avec le Département et l'ANAH.

Les Recettes sont :

Subventions possibles :

- Département :
25% du montant H.T. sur la mission effectuée par l'opérateur plafonné à 180 000 € H.T. soit une subvention maximale de 45 000 € (pour 3 ans)
- ANAH :
Part fixe = 35 % du montant H.T de la prestation
Part variable est financée par dossier déposé selon les objectifs (voir détail)

ESTIMATION D'UN PROGRAMME D'INTÉRÊT GÉNÉRAL SUR 3 ANS

DÉPENSES (estimation selon PIG CCCF)		RECETTES (selon contact Département et ANAH)	
Libellé	Montant H.T pour 3 ans.	Libellé	Montant H.T. pour 3 ans
Animation PIG (part fixe)	70 000,00	ANAH (sur part fixe 35% plafonné à 250 000 €)	24 500,00
Animation PIG (part variable) (détail ci-dessous)	125 250,00	ANAH (sur part variable montant versé par dossier déposé) (détail ci-dessous)	113 100,00
<i>PO : travaux lourds (850 € x 15 dossiers)</i>	<i>12 750,00</i>	<i>PO : travaux lourds (840 € x 15 dossiers)</i>	<i>12 600,00</i>
<i>PO : travaux autonomie (400 € x 50 dossiers)</i>	<i>20 000,00</i>	<i>PO : travaux autonomie (300 € x 50 dossiers)</i>	<i>15 000,00</i>
<i>PO : travaux habiter Mieux (600 € x 145 dossiers)</i>	<i>87 000,00</i>	<i>PO : travaux habiter Mieux (560 € x 145 dossiers)</i>	<i>81 200,00</i>
<i>PB : logement conventionné social et très social (500 € x 5 dossiers)</i>	<i>2 500,00</i>	<i>PB : logement conventionné social et très social (300 € x 5 dossiers)</i>	<i>1 500,00</i>
<i>PB : prime habiter mieux (600 € x 5 dossiers)</i>	<i>3 000,00</i>	<i>PB : prime habiter mieux (560 € x 5 dossiers)</i>	<i>2 800,00</i>
		Département (25% d'un montant plafonné à 180 000 €)	45 000,00
Subventions aux particuliers (si aide CC4R de 5% pour tous les dossiers)	145 000,00		
TOTAL	340 250,00		182 600,00

Il restera à charge de la C.C.4.R sur 3 ans si tous les objectifs sont atteints : 157 650 €.

M. Ducrocq précise qu'un appel d'offres sera lancé en 2019 pour désigner le futur opérateur, et le lancement du P.I.G sera effectué en 2020.

M. Picard demande à M. Lejeune le retour de ce qui se faisait sur Forges en matière de P.I.G.

M. Lejeune précise qu'il y a eu plusieurs P.I.G sur Forges qui ont permis d'améliorer l'habitat chez certains administrés, qui, sans ce programme, n'auraient pas pu réaliser ces travaux. Le P.I.G permet également de faire travailler les entreprises locales, avec la participation du Département et de l'ANAH.

Le Conseil Communautaire délibère à l'unanimité pour :

- Décide de donner un avis favorable à la mise en place d'un Programme d'Intérêt Général sur le territoire de la Communauté de Communes des 4 Rivières pour une durée de 3 ans ;
- Autoriser le Président à lancer une consultation de marché public visant à retenir un opérateur qui sera en charge de l'instruction des demandes, des conseils aux administrés, de la vérification des travaux etc...
- Autoriser Monsieur le Président à signer les conventions de partenariat avec le Département de Seine-Maritime et l'ANAH

➤Solliciter toutes les subventions auprès des différents partenaires pour le financement de la mission de suivi-animation pour le Programme d'Intérêt Général et de signer tous documents relatifs à ce dossier.

Suppression de la régie « repas et divers » (ex CDC du canton de Forges)

Une régie de recettes avait été créée pour l'encaissement des participations familiales des séjours jeunes. N'étant plus utilisé, il convient de mettre fin à cette régie par délibération du conseil communautaire.

Le conseil délibère à l'unanimité pour la suppression de cette régie.

Décision modificative budget du S.I.E.O.M. pour l'amortissement du passif (opération d'ordre)

Une décision modificative doit être prise pour enregistrer les opérations d'ordre qui concerne les amortissements de subvention : Amortissement du passif : 113 716,01 € Prévission budgétaire 2018 : 81 200€. D.M. qui s'équilibre en dépenses et en recettes et n'a donc pas d'incidence financière sur le budget.

Fonctionnement : Dépenses imprévues 022 : - 32 517 € Recettes chapitre 042 au compte 777 : + 32 517 €.

Investissement : Dépenses chapitre 040 au compte 13916 : + 32 517 € dépenses imprévues. 020 : - 32 517 €

Le conseil communautaire délibère à l'unanimité pour enregistrer cette décision modificative.

Décision modificative budget principal

Une décision modificative doit être enregistrée pour rembourser au budget principal, l'avance faite en 2017 sur le budget annexe du S.S.I.A.D, d'un montant de 110 000€. L'A.R.S a versé cette somme en novembre dernier. D.M. qui s'équilibre en dépenses et en recettes et n'a donc pas d'incidence financière sur le budget.

Dépenses : dépenses imprévues (022) + 15 000€. Entretien de bâtiment (615231) + 95 000€

Recettes : subventions exceptionnelles (774) + 110 000€.

Le conseil communautaire délibère à l'unanimité pour enregistrer cette décision modificative.

Nomination d'un référent au P.E.T.R pour le P.C.A.E.T

La communauté de communes a décidé en 2017, de déléguer la compétence pour le P.C.A.E.T (Plan Climat Air Energie Territorial) au P.E.T.R du Pays de Bray.

Un (e) élu (e) de la communauté de communes devra être désigné pour représenter la CC4R au sein du P.E.T.R dans cette fonction. Il s'agira dans un 1^{er} temps de s'associer au travail de la commission sur la rédaction du cahier des charges. Une fois le bureau d'études désigné, ce référent suivra l'étude qui sera menée. Les réunions auront lieu en journée à Neufchâtel.

M. Pierre Turban se porte candidat et est désigné à l'unanimité par les membres du conseil.

Tarification du multi accueil de Forges et création d'une régie

M. Picard informe les élus qu'une délibération doit être prise pour la mise en place de la tarification des familles pour la crèche de Forges ainsi que la création d'une régie de recettes. Conséquence de la fusion, cette crèche sera gérée par la communauté de communes à compter du 1^{er} janvier 2019.

M. Picard propose de rester sur le tarif existant et donne quelques exemples de tarif payé par les familles.

☐ Calcul du tarif pour les enfants de 2 mois 1/2 à 4 ans.

Le tarif est calculé selon les ressources mensuelles du foyer de l'année n-2 du ou des parents, hors prestations familiales. Suivant les instructions de la CNAF susceptibles d'être revues, un taux d'effort est appliqué à ce montant en fonction du nombre d'enfants à charge.

Le montant des participations familiales est soumis à un plancher et un plafond publié en début d'année civile par la CNAF.

La direction est autorisée par convention avec le service CAF Pro (service d'informations de la CAF) à accéder aux informations concernant le montant de vos ressources annuelles.

Le barème CNAF est obligatoire. En contrepartie, la CAF verse une aide au gestionnaire, permettant de réduire la participation des familles.

Famille de ...	1 enfant	2 enfants	3 enfants	4 à 7 enfants	A partir 8 enfants
Taux d'effort horaire	0.06%	0.05%	0.04%	0.03%	0.02%

La présence dans la famille d'un enfant en situation de handicap (bénéficiaire de l'aeeh) à charge de la famille, même si ce n'est pas ce dernier qui est accueilli au sein de l'établissement, permet d'appliquer le tarif immédiatement inférieur.

Les tarifs sont réévalués chaque année au 1^{er} janvier de l'année n en fonction de l'avis d'imposition de l'année n-2. L'avis d'imposition doit donc nous parvenir avant cette date.

Toutefois le tarif établi pour une année pourra être recalculé à l'arrivée d'un nouvel enfant, en cas de baisse effective des ressources familiales liée à un changement de situation familiale ou professionnelle ; la CAF ou la MSA devant en être informée.

☐ Tarif pour les enfants de 4 à 6 ans :

Les accueils des 4/6 ans ne représentant pas plus de 33% des heures totales facturées, le barème appliqué pour le tarif est le même que pour les 0/4 ans. (Barème PSU de la CAF avec un plancher et un plafond révisés chaque année)

☐ Tarif pour les accueils d'urgence :

La structure favorise l'accueil des enfants dont les parents sont en parcours d'insertion. C'est le barème CAF qui sera appliqué pour tout type d'accueil d'urgence si le numéro CAF est connu.

Pour les accueils d'urgence dont les revenus sont inconnus, il sera alors appliqué un tarif fixe défini annuellement par le gestionnaire. Il correspond au montant total des participations familiales facturées sur l'exercice précédent divisé par le nombre d'actes facturés au cours de l'année précédente.

☐ Régimes spéciaux :

Pour les familles qui ne relèvent pas du régime général ou du régime agricole, une majoration est appliquée à hauteur du plafond établi par la CNAF chaque année. Les 2 régimes spéciaux aujourd'hui étant la Caisse Nationale de la Navigation Intérieure et la Caisse Nationale de l'Assemblée, du Sénat.

Dans le cas d'enfants placés en famille d'accueil au titre de l'aide sociale à l'enfance, la tarification est un tarif fixe, moyen et défini annuellement. Il correspond au montant total des participations familiales facturées sur l'exercice précédent divisé par le nombre d'actes facturés au cours de l'année précédente.

Quel que soit le type d'accueil ou l'âge des enfants, une majoration de 0.10 euros/heure sera facturée pour les familles n'habitant pas la communauté de communes des 4 Rivières.

☐ Période d'adaptation :

Pendant la période d'adaptation, le calcul de la participation financière de la famille est établi sur la base de temps de présence réel en appliquant le tarif PSU établi par la CNAF.

M. Picard précise que les tarifs de la crèche seront transférés à l'identique et que les régisseurs (titulaires et suppléants) seront reconduits dans leur fonction.

Mme Lesueur précise qu'il faut bien prendre en compte tous les critères de service d'une structure multi-accueil à une autre. Elle prend l'exemple d'un couple d'Hodeng-Hodenger qui va avoir un enfant en janvier et qui a rencontré Isabelle Bréquigny pour connaître les modalités de garde sur l'ex canton d'Argueil. Mme Bréquigny aurait répondu que les parents qui sont dans le même cas restent chez eux et s'occupent de leur enfant. Ces parents se sont tournés vers la crèche de Forges qui accueillera l'enfant au printemps.

Mme Bréquigny répond qu'elle n'a jamais dit cela d'autant plus que la création d'une M.A.M (maison d'assistante maternelle) est en cours.

M. Picard demande à Mme Lesueur d'arrêter de « diaboliser » les choses et rappelle que le travail de la commission petite enfance sera de réfléchir à la gestion des crèches en toute connaissance de causes, en toute transparence et en toute objectivité.

M. Grisel demande quel est le pourcentage des familles qui habitent à l'extérieur du territoire communautaire.

Mme Elie répond que, d'après les documents qu'elle possède, il n'y a pas de familles extérieures qui fréquentent la crèche de Forges.

Mme Obé souhaite connaître le pourcentage de refus par rapport aux demandes (par manque de place).

M. Picard répond qu'il ne connaît pas le chiffre exact mais que les crèches sont en sous capacité, et elles travaillent avec des listes d'attente.

Le conseil communautaire délibère à l'unanimité pour :

- autoriser le Président, en application de l'article L 2122-22 al. 7 du code général des collectivités territoriales, à créer une régie directe pour le multi accueil de Forges les Eaux afin de permettre l'encaissement des accueils occasionnels.
- autoriser également à engager toutes démarches auprès du Trésor Public pour solliciter la nomination des régisseurs et à signer tous documents relatifs à cette régie.

Informations diverses

- Un virement de crédit a été effectué sur le budget annexe du SIEOM pour 11 000€, somme prélevée des dépenses imprévues, afin de mandater les dernières cotisations sociales 2018.
 - La commune de Gaillefontaine a délibéré pour nommer la rue de la zone d'activités communautaire de Gaillefontaine. Le conseil municipal a retenu le nom suivant : Rue Christian Plailly (Maire de 1983 à 2008).
 - L'organigramme du personnel a été établi, il sera transféré par mail aux élus. Il comporte 48 agents, dont 38 équivalents temps plein.
 - Les vœux de la CC4R se dérouleront le vendredi 11 janvier 2019 à 18h à Forges les Eaux (théâtre municipal)
 - L'inauguration du RAMI se déroulera le vendredi 18 janvier 2019 à 18h au RAMI (25, rue Henri Dunant).
- (Pour ces deux cérémonies, les élus devront confirmer leur présence ou absence par mail ou téléphone, auprès du secrétariat.)*
- Le prochain conseil communautaire se déroulera le jeudi 24 janvier à 19h à la salle des fêtes d'Haussez.

M. Dion fait part de la demande de Mme Duval I. qui souhaite l'organisation d'un groupement de commandes pour le contrôle des bornes incendie.

M. Picard répond qu'il a bien réceptionné sa demande par mail et qu'il faudra se poser la question sur 2019, des besoins des communes.

M. Cosquer informe les élus qu'il a reçu en mairie, des professionnels du tourisme qui lui ont posé des questions sur la taxe de séjour, à savoir :

- le tarif des différentes catégories de gîtes : Tarif à vérifier sur la délibération.

- Des sacs prépayés ont été demandés au S.I.E.O.M qui a refusé d'en vendre à ces hébergeurs : M. Picard répond qu'il va demander que des propositions soient faites afin de répondre aux demandes des hébergeurs sur ce point.

- Les Air B'N'B sont-ils payants ? M. Canu répond que ce type d'hébergeur doit s'acquitter de la taxe de séjour, hébergement qui doit être déclaré en mairie.

M. Cosquer demande la possibilité d'avoir la liste des hébergeurs de tout le secteur communautaire.

M. Canu l'invite à se rapprocher de l'office du tourisme qui peut lui adresser cette liste.

Mme Lesueur indique qu'elle a reçu une convocation de la commission des finances lundi 17/12 pour une réunion vendredi 21/12 à 18h. Elle pense que cette convocation arrive tardivement, d'autant plus pour un 21 décembre. Elle demande le report de cette réunion.

M. Legay répond qu'il était impossible de la faire avant puisque d'une part le planning du président était complet chaque soir et que d'autre part la salle de réunion n'était pas libre.

M. Picard répond qu'il n'a pas été simple de récupérer les éléments budgétaires et de trouver une date. Les services ont travaillé pour préparer cette réunion, et repousser cette dernière amènera à ce qu'elle soit organisée après le 7 janvier, alors qu'il souhaite que cette réunion se déroule avant la fin de l'année

M. Duclos pense qu'il faut tenir compte de la remarque de C. Lesueur pour les prochaines fois, mais que le délai est trop court pour annuler et reporter cette réunion.

M. Picard conclut sur le sujet en confirmant la commission des finances de vendredi soir à 18h.

M. Patris pense qu'il est important de revendiquer l'isolement territorial.

M. Picard ajoute qu'il a reçu un mail du président Merville de l'A.D.M. Les 5 présidents des départements normands ont décidé de se mobiliser autour du débat qui aura lieu région par région. Le président de la république viendra dans chaque région rencontrer les maires. Quelques maires ont déjà pris des initiatives pour récupérer les doléances des administrés et pourraient être regroupées au niveau intercommunal par exemple.

M. Dion pense que les maires ne pourront pas tout demander et qu'il faut rester prudent.

M. Picard répond que la réflexion portera sur 4 axes bien définis.

M. Quesney demande si la communauté de communes est prête à accueillir la compétence eau et assainissement et fait remarquer que le SDIS a augmenté la contribution de plus de 3% pour sa commune.

M. Picard lui répond que non, la communauté de communes ne possède pas les moyens humains et techniques pour exercer ces deux compétences. Les communes peuvent délibérer pour demander le report à janvier 2026.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à 21h30.